

Yonne

LE BULLETIN DE L'ARORY

numéro 6 - mai 2001 - 20F

Mémoire

ARORY
Association pour
la Recherche sur
l'Occupation et la
Résistance dans l'Yonne

Sommaire

> LE DOSSIER

Jun 40, l'Yonne
sous les bombes

pages 2, 6

par Claude Delasselle

> L'HISTOIRE

L'entrevue de Saint-
Florentin

pages 7 par Thierry Roblin

> Rencontres Arory

la journée d'étude du
7 octobre 2000

page 8 par Jean Rolley

COMPRENDRE LA RÉSISTANCE DANS SON CONTEXTE

ÉDITORIAL par Jean Rolley

Les cinq premiers numéros de notre bulletin ont été consacrés presque uniquement à l'histoire de la Résistance dans l'Yonne, à travers la présentation de personnalités, de mouvements, de réseaux, d'événements, du concours annuel de la Résistance et de la Déportation, etc. Ce sixième numéro est différent et présente, lui, un dossier portant sur les bombardements qui ont frappé l'Yonne en juin 1940, et un article sur la rencontre de Saint-Florentin entre Goering et Pétain.

La vocation de l'A.R.O.R.Y. ne se limite pas, en effet, à l'histoire de la Résistance ; pour bien la comprendre, il faut en comprendre le contexte, c'est-à-dire considérer également l'occupation et le régime de Vichy à travers leurs effets dans le département. La façon d'aborder l'histoire de cette période a connu des évolutions importantes, et quelquefois douloureuses, que je ne rappelle ici que pour mémoire. De 1945 à la fin des années soixante l'essentiel des travaux des historiens est consacré à l'histoire de la Résistance, une histoire positive, sinon de glorification ; ces travaux mettent en place une mémoire gaulliste et une mémoire communiste, les deux s'adossant l'une à l'autre. L'entrée de la dépouille de Jean Moulin au Panthéon en 1964 marque la convergence de ces deux mémoires par la voix d'André Malraux. La fin des années soixante, à travers l'écho de la guerre du Vietnam, et certaines composantes du mouvement de 1968, voit ressurgir avec force les valeurs attachées à la Résistance.

Une deuxième phase s'ouvre dans les années soixante dix. Elle a été précédée par la réactivation de la mémoire juive depuis le procès Eichmann. Celle-ci, jusque là, avait mis en avant la résistance juive (celle de la M.O.I., celle des combattants du ghetto de

Varsovie...) ; désormais apparaît au premier plan la singularité du génocide. Mais l'événement le plus décisif, le plus révélateur, survient avec la réalisation du " Chagrin et la Pitié " en 1969, le film sortant en salle en 1971. Le tournant amorcé par le film provoque des réactions nombreuses et fortes ; au demeurant, c'est seulement en octobre 1981 qu'il est diffusé à la télévision. La publication en France de la traduction du livre de Robert O. Paxton, La France de Vichy, 1940-1944 va

dans le même sens. Désormais la France des années noires commence à être regardée en face, en particulier sa responsabilité dans le génocide. Cela n'empêche pas que se mènent des combats de retardement sur le terrain judiciaire : retards accumulés dans l'instruction du procès Bousquet, du procès Papon, retards dans la reconnaissance

officielle de la responsabilité française dans le génocide.

Le travail des historiens se poursuit, malgré tout. Il s'agit de regarder cette période sous tous ses aspects. Le choc du désastre de mai et juin 1940 doit être souligné, et notre dossier sur les bombardements nous semble important. Mais il nous faut essayer de faire comprendre la réalité de la France occupée avec ses résistants et ses collaborateurs, mais aussi tous les autres, les plus nombreux, qui " s'accommodent " sans collaborer, ou qui transgressent, qui désobéissent, sans devenir des résistants. La recherche sur l'histoire de la Résistance doit se poursuivre évidemment, mais il faut montrer que la France des années noires est une France complexe, que les Français ne sont pas tout d'une pièce. Il s'agit d'un travail difficile, non seulement parce que les sources sont très lacunaires, mais aussi parce qu'il nous renvoie à nous mêmes. Z

Yonne 40/44
Mémoire

Bulletin de L'Association pour
la Recherche sur l'Occupation et
la Résistance dans l'Yonne.
Directeur de publication : J. Direz
Rédacteur en chef : J. Rolley
Coordination : T. Roblin
Graphisme et réalisation : F. Joffre
Arory, 2001. Photos : D.R.
site internet : arory.com

IL S'AGIT DE FAIRE
COMPRENDRE
LA RÉALITÉ DE LA
FRANCE OCCUPÉE
AVEC TOUS SES
ACTEURS : RÉSIS-
TANTS, COLLABO-
RATEURS ET
SIMPLES CITOYENS

Juin 1940 : L'YONNE SOUS LES BOMBES

Bien avant septembre 1939, les autorités avaient fait recenser les caves susceptibles de servir d'abris en cas de bombardement, des exercices d'alerte avaient été organisés et des consignes diffusées

auprès des populations. Celles-ci pouvaient cependant, jusqu'à la fin mai 1940, se considérer comme trop éloignées du théâtre des opérations pour être véritablement menacées par les bombardements ennemis. Un seul bombardement allemand, très limité, le 25 mai, avait visé la gare de Cravant sans faire de dégâts. Mais après la chute de la poche de Dunkerque et l'avancée rapide de la Wehrmacht en direction de Paris, la population icaunaise ne pouvait ignorer, début juin, le danger sans cesse croissant des bombardements aériens, d'autant que les réfugiés qui affluaient de plus en plus nombreux des régions du Nord, des Ardennes et de la région parisienne, mêlés aux soldats en retraite, parlaient abondamment des bombardements et des mitraillages qu'ils avaient subis, ou dont ils avaient entendu parler.



1) Sens écrasée sous les bombes.

Le 5 juin 1940,

en début d'après-midi, c'est la gare de Tonnerre qui est visée : un bombardement y fait 4 morts et 18 blessés, et une trentaine de maisons sont touchées. La gare d'Auxerre est survolée le 7 juin, sans être attaquée, mais reçoit le lendemain 9 bombes qui ne causent que des dégâts légers. Le même jour la gare de Sens subit vers 17h30 un bombardement beaucoup plus sévère : une soixantaine de bombes sont larguées sur les installations ferroviaires, faisant 14 morts (dont 9 soldats) et de nombreux blessés, et causant des dégâts très importants aux bâtiments, aux voies et aux trains qui y stationnaient, ainsi qu'aux quartiers voisins (photo 1).

Les attaques aériennes se font plus rares ensuite pendant quelques jours : une attaque vise (et manque) le pont ferroviaire de Cravant dans la nuit du 9 au 10 juin ; une batterie de D.C.A. installée à Chichery, au nord d'Auxerre, est bombardée ; le 14 juin, la gare de Migennes subit un bombardement sans gravité. Il est clair que dans cette période l'aviation allemande mène des attaques aériennes visant essentiellement à paralyser le trafic ferroviaire, dans le but de gêner le déplacement des unités de l'armée française, et d'empêcher son repli.

En tous cas ces bombardements, bien qu'encore très limités, accentuent la crainte des populations et contribuent à accélérer le phénomène de l'Exode. Depuis le début de juin, le flot des réfugiés civils et des soldats ne cesse de grossir sur les routes et dans les villes, provoquant des embouteillages de plus en plus importants. A ces réfugiés venus des régions situées au nord du département se joignent, de plus en plus nombreux, des Icaunais, alarmés par les récits et les nouvelles, ou ayant reçu de leur administration l'ordre de se replier plus au sud. Un témoin, Jules Cuillier, décrit la situation dans Auxerre, le 12 juin : « ...sur la route nationale nous croisons l'interminable convoi de réfugiés en route vers le Sud... Il nous faut plus d'une heure pour venir de la gare au pont de la Tournelle, c'est un enchevêtre-



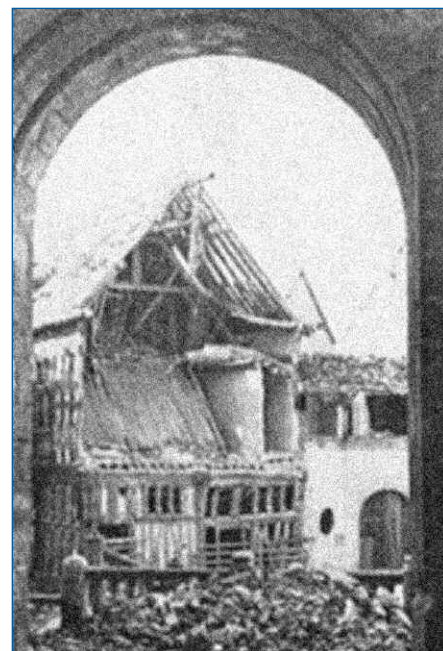
2) Le pont de Joigny après le passage des bombardiers de la Luftwaffe, le 15 juin 1940.

ment inextricable de véhicules de toutes sortes, civils et militaires, avec çà et là une pièce de canon camouflée de branchages, des camions pleins de soldats, avec ou sans armes, aux visages poussiéreux, anxieux et tristes ; des piétons, une valise à la main, des gens poussant des voiturettes, des brouettes se faufilent dans les intervalles, augmentant la confusion... Quel embouteillage et quel massacre si une bombe tombait là-dedans... »⁽¹⁾

Le 14 juin, les premières troupes allemandes,

venant de Troyes ou de Romilly-sur-Seine, pénètrent sur le territoire du département et cherchent à franchir l'Yonne et la Vanne, dont les points de passage sont défendus par quelques unités françaises. Celles-ci ont reçu l'ordre de retarder au maximum l'avance ennemie, pour donner le temps aux troupes qui refluent en désordre de se regrouper sur une ligne allant de Caen à la frontière suisse et appuyée sur la Loire. C'est le lendemain 15 juin, un samedi, qu'ont lieu les bombardements les plus intenses, en de nombreux endroits du département, précédant de quelques heures l'arrivée des troupes allemandes. Au lever du jour, vers 5 h du matin, des avions allemands attaquent différentes localités situées le long de la vallée de l'Yonne :

sont bombardés, du nord au sud, Misy-sur-Yonne, Villeneuve-la-Guyard, Pont-sur-Yonne, Sens et Joigny. C'est à Pont-sur-Yonne que ces bombardements causent les pertes les plus lourdes (56 morts dans la population civile)⁽²⁾. Joigny est également frappé : à 5h15 du matin de nombreux avions apparaissent, mitraillent un convoi militaire qui traversait le pont à cet instant et lancent plusieurs bombes sur le pont et le centre-ville proche. En un ins-



3) Une vue de la «Maison de bois» détruite

tant le pont est parsemé de cadavres d'humains et de chevaux, mêlés aux blessés, tandis que des voitures à chevaux et des camions militaires enchevêtrés sont en feu : on comptera 22 morts, des dizaines de blessés ; quelques maisons du centre-ville sont détruites, dont la célèbre « Maison de bois », mais le pont, touché par deux bombes, a tenu. (photos 2 et 3).

Un peu plus tard, vers 9 h du matin,

à lieu le bombardement de deux localités du nord-ouest du département, où stationnaient des détachements militaires français, à Villethierry et surtout à Vallery, où sont dénombrées 10 victimes (dont 8 soldats). Un peu plus tard, des bombardements aériens font de nombreuses victimes parmi les civils et les militaires qui tentent de franchir le



4) Les destructions à Aillant-sur-Tholon.

pont de Champigny-sur-Yonne, avant qu'un officier français, chargé de sa garde, ne le fasse sauter, vers 13h30. Depuis midi, des combats intenses ont lieu pour la possession des ponts de Sens et d'Etigny, qui vont durer jusqu'au soir, tandis que Pont-sur-Yonne est à nouveau bombardé, mais cette fois par l'artillerie allemande, dans l'après-midi. Pendant ce temps, d'autres drames se déroulaient en différents endroits du département, à peu près tous à la même heure. C'est vers 11h que sont bombardés et mitraillés plusieurs villages du nord du département, où s'étaient regroupés des éléments de l'armée française : ce sont Chéroy, Jouy et surtout Montacher, où 8 civils sont tués et plusieurs maisons détruites, et Saint-Valérien, où 6 civils et 14 militaires sont tués. Nettement plus au sud, plusieurs localités importantes sont bombardées quasi-simultanément, vers 11h du matin. A Aillant-sur-Tholon, encombré de civils et de soldats, les bombes font plusieurs morts parmi les troupes de passage, et une victime civile ; la mairie est incendiée, une trentaine de maisons détruites et de nombreuses autres endommagées ; le cimetière est également touché (photo 4).

Au même moment Auxerre est également attaqué.

Déjà vers 7h du matin des avions avaient mitraillé un train stationné en gare. Vers 11h une vingtaine d'avions allemands surgissent et lâchent leurs bombes sur le quartier du Pont : ils visent un convoi militaire français composé de tanks, de chenillettes et de camions qui est stationné sous les arbres du boulevard Vulabelle, à hauteur des usines Guilliet. Ils bombardent et mitraillent aussi le carrefour de l'avenue Yver et de la rue Louis Richard, et les environs du pont de Vallan, où se presse une foule de réfugiés fuyant en direction de Clamecy. Tout le quartier du Pont, entre le quai de l'Yonne, le boulevard Vulabelle et la rue du Pont est ravagé ; le moulin du Batardeau, tout proche, est touché à un angle et brûle pendant des heures ; les obus contenus dans les camions du convoi militaire détruit explosent sous la chaleur de l'incendie ; d'autres quartiers sont touchés également. Ce sera le bombardement le plus meurtrier : on dénombrera au total 219 morts, dont 113 victimes civiles, 83 militaires et 23 morts non identifiés (photos 5 et 6, page suivante).

Quelques minutes plus tard, vers 11h15, Chablis est à son tour bombardé.

La place centrale est alors encombrée de véhicules civils et militaires,

autos, voitures à chevaux, etc. De nombreux réfugiés se sont arrêtés quelques instants pour se désaltérer à la terrasse du café « La Chablisienne », car le temps est chaud et lourd. « Un ronflement puissant venant du côté de Tonnerre... fait lever la tête à tout le monde. Un grand nombre d'appareils surgissent du ciel... Tout à coup, l'appareil de tête du groupe se met en piqué... Ne réalisant pas que ce pouvait être un ennemi, je suis surpris de cette manœuvre et de voir de nombreux soldats se sauver à toutes jambes... Le sifflement des bombes me rappelle à la réalité... Toutes nos fenêtres volent en éclat, les portes se défoncent, les meubles se renversent, les cloisons se tordent... Je crois que tout va s'effondrer sur nous... Le temps paraît démesurément long... Un avion, à très basse altitude au-dessus des toits, envoie des rafales de mitrailleuse... Soudain les bombes cessent de tomber, le ronflement des avions s'éloigne... Je sors sur la place, on voit à peine à 15 mètres devant soi... Une vingtaine d'autos, au moins, enchevêtrées dans les autres voitures à chevaux brûlent comme des torches ; des gens sont à l'intérieur, on ne peut les approcher pour les sortir ; les carrosseries sont tordues et la chaleur qui se dégage nous brûle à distance... Les deux tiers de la place sont en flammes... Le pâté de maisons sur la place est une torche immense... Les flammes commencent à envahir « La Chablisienne » sur la terrasse de laquelle gisent de nombreux cadavres... » (3). On relèvera plus de 100 morts, dont la plupart sont des personnes de passage, et une dizaine seulement des habitants de la ville. Pratiquement au même moment, à 11h 06 précisément, 7 avions arrivent du nord-ouest au-dessus de Toucy, mitraillent puis lâchent une vingtaine de bombes sur la cohue de civils et de militaires qui se presse dans les rues. On comptera au moins 75 morts, dont 27 habitants de Toucy, 35 civils de passage et 13 militaires, et de nombreux blessés. Une cinquantaine de maisons sont détruites ou fortement endommagées, les incendies dureront toute la nuit. Comme à Chablis, la lutte

contre les incendies est rendue difficile à cause du manque d'eau, car la plupart des conduites ont été éventrées par les bombes (photo 7).

Cette sinistre litanie se poursuit avec le deuxième bombardement de Tonnerre, dans l'après-midi, vers 16h. Les avions allemands détruisent le pont sur l'Armançon, causant des dégâts importants dans les quartiers voisins, et tuent 73 personnes, essentiellement des réfugiés et des militaires de passage.

Enfin il faut ajouter à tous ces morts ceux qui ont été mitraillés sur les routes au cours de cette terrible journée, et dont le dénombrement est incertain : c'est le cas notamment

sur la route entre Joigny et Toucy, à proximité de Saint-Aubin-Chateauneuf, où il y aurait eu une quarantaine de tués ; d'autres mitraillages ont eu lieu entre Champignelles et Grandchamp en Puisaye, entre Auxerre et Venoy, à Vergigny près de Saint-Florentin, à Vault-de-Lugny près d'Avallon... tandis que des avions attaquaient des trains dans le Sénonais, près de Malay-le-Grand, et dans le Tonnerrois, près de Lézennes, de Cry-sur-Armançon, et de Ravières où un bombardement provoque une catastrophe ferroviaire causant la mort d'au moins 29 personnes.



7) Les rues de Toucy après l'incendie consécutif au bombardement.

5) Les rues d'Auxerre après le bombardement



6) Maisons détruites par l'incendie consécutif au bombardement



Ces attaques aériennes de la journée du 15 juin

visaient donc clairement deux types d'objectifs : d'une part les axes de communication, voies ferrées, ponts, gares ; d'autre part les Allemands ont attaqué les convois militaires et les groupes de soldats français qui refluaient par petites unités, mêlés de façon inextricable aux civils fuyant vers le Sud, d'où les nombreuses victimes dénombrées parmi la population civile. Ces attaques ont contribué à accentuer la panique et à rendre encore plus difficile la circulation sur toutes les routes de l'Yonne. Elles ont précédé de quelques heures seulement l'arrivée des premiers détachements allemands : les Allemands sont à Sens dès le 15 juin à midi (mais ne pourront occuper la ville que dans la nuit, du fait de la

Ce n'étaient pas des avions italiens !

Les bombardements ont soulevé par ailleurs une polémique durable sur l'identité des avions assaillants : un certain nombre de témoins (pas tous cependant) ont en effet parlé d'avions italiens et, encore actuellement, cette affirmation est tenue pour une certitude par de nombreux icaunais. Or il s'agit de toute évidence d'une erreur, ce qui a été démontré de façon tout à fait convaincante par M. Léon Noël dans un article (4) que l'on résumera ici. Des bombardements italiens ont bien eu lieu sur la Corse, la côte méditerranéenne française et même les Alpes (Bourg-Saint-Maurice) mais pas au-delà vers le nord, tout simplement parce que les appareils italiens de l'époque, décollant de la plaine du Pô, n'avaient pas l'autonomie suffisante pour venir survoler le centre de la France ou notre département. Par ailleurs, jamais les autorités fascistes, pourtant si promptes à se parer des succès militaires de leurs armées, n'ont fait mention d'autres bombardements que ceux cités plus haut, ce qu'ils n'auraient pas manqué de faire si cela avait été le cas. Les autorités italiennes, nos alliés cette fois, répondant le 7 décembre 1944 aux questions posées par la France à ce sujet, ont confirmé qu'il n'y avait pas eu d'autres bombardements que ceux déjà évoqués, et que si une coopération aérienne italo-allemande avait bien eu lieu, c'était uniquement contre la Grande-Bretagne, et en octobre 1940 seulement, à partir de la Belgique ; que par ailleurs les Allemands n'auraient jamais toléré une intervention de l'aviation italienne dans la zone qu'ils contrôlaient eux-mêmes. Enfin, à plusieurs reprises, des avia-

teurs et des officiers allemands en occupation dans l'Yonne ont ri de cette hypothèse évoquée devant eux, et certifié à leurs interlocuteurs français que c'étaient bien, et uniquement, des avions allemands qui avaient opéré en juin 1940 sur l'Yonne.

Alors, comment expliquer cette méprise ? Certains témoins disent avoir vu une croix de Savoie, d'autres une cocarde vert-blanc-rouge sur les avions assaillants. Or les insignes peints à cette époque sur les avions italiens n'étaient pas ceux décrits par les témoins, mais trois faisceaux noirs parallèles sur fond blanc (ou blanc sur fond noir) peints sur le fuselage, et une croix blanche peinte sur la queue de l'appareil. Il est donc très probable que les témoins, peu au courant des insignes des avions de l'époque, et pris par l'émotion et la panique de l'instant, aient confondu ces insignes avec l'insigne des avions allemands, qui était une croix noire sur fond blanc. Dans une communication à la Société des Sciences de l'Yonne (5), le même auteur signale qu'une des bombes lancées sur Auxerre en juin 1940, et retrouvée non explosée, portait bien des marques de fabrication allemandes et non italiennes. Peut-on risquer comme hypothèse également que l'opinion française de l'époque était plus encline à accuser de ces attaques une Italie fasciste unanimement méprisée pour sa lâcheté (Mussolini attendant que la France soit vaincue pour se lancer dans la curée) qu'une armée allemande, certes crainte et détestée, mais qu'on pouvait considérer comme un adversaire « honorable »...

résistance acharnée des unités françaises). Ils font leur entrée à Joigny vers 15h, à Chablis vers 16h, à Auxerre vers 18h. Le lendemain ils occupent Toucy et la Puisaye, ainsi que le sud du département. Le bilan total des attaques aériennes de cette sinistre journée du 15 juin 1940 est de 930 morts, parmi lesquels 513 habitants de l'Yonne, 227 réfugiés, en provenance essentiellement de la région parisienne, de l'Aube et de la

Marne, et 190 militaires (sans compter plusieurs dizaines au moins de soldats français tués dans les combats qui ont eu lieu dans le Sénonais). Ce bilan est d'ailleurs sans doute plus élevé encore, car les bombes ont pu déchiqueter des victimes sans qu'on puisse identifier leurs restes ; d'ailleurs l'identification a souvent été rendue très difficile aussi du fait de la présence sur les lieux des attaques de nombreuses

personnes étrangères au département, inconnues de la population locale, et dont les proches ignoraient bien souvent où elles se trouvaient. Surtout le nombre des victimes des mitraillages sur les routes, en rase campagne, est très incertain.

Si ces attaques aériennes du 15 juin ont été très meurtrières pour les civils, il semble que les avions allemands aient attaqué, la plupart du temps, ce qu'ils considéraient comme un objectif légitime en temps de guerre, c'est-à-dire les convois militaires ou les groupes de soldats se repliant sur la Loire : malheureusement ceux-ci se trouvaient mélangés aux civils fuyant en Exode. Certains officiers allemands crurent bon de s'en excuser auprès de Français, dans les tous débuts de l'Occupation, en précisant qu'ils ne faisaient pas la guerre aux populations civiles...1

Claude Delasselle

(1) Cuillier Jules, «Auxerre, l'occupation, l'exode (mai-juin 1940). Souvenirs personnels », in Bull. Soc. Sc. Yonne, t. 96 (1953-55), p.75 à 98.

(2) chiffre donné par le Service Historique de l'Armée de terre ; l'Informateur Auxerrois n° 5 du 16 juillet 1940 annonce 54 victimes militaires et 22 victimes civiles.

(3) Moreau Augustin, récit publié dans l'Yonne républicaine du 21 mai 1980.

(4) Noël Léon, « A propos des bombardements aériens du 15 juin 1940 », in Bull. Soc. Sc. Yonne, t. 96, p. 45 à 50.

(5) idem, in Bull. Soc. Sc. Yonne, t. 98 (1959-60), p.327.

Sources : outre les articles cités en notes ci-dessus, voir :

- pour Joigny : Percheron, « Récit des heures vécues à l'hôpital de Joigny dans la journée du 15 juin 1940 », in L'Echo de Joigny n° 14 (1974), p. 13 à 18.

- pour Toucy : Poulet Marcel, «Toucy, 15 juin 1940 », in Bull. Assoc. Etudes de Toucy n° 14 (septembre 1966), p. 12.

- pour Auxerre : outre les deux communications citées de Léon Noël, voir Richard Paul, « Les bombardements d'Auxerre en 1940-1944 », in Bull. Soc. Sc. Yonne, t. 95 (1947-52), p.137.

- pour Aillant-sur-Tholon : Noirot Alype Jean, « La vallée d'Aillant dans l'histoire », t. 4, Auxerre 1976.

- pour l'ensemble du département : Roche José, « L'Yonne dans la Seconde Guerre mondiale : invasion (juin 1940) et libération (juin-septembre 1944) », mémoire de maîtrise, Université de Bourgogne, juin 1998.

- L'Informateur Auxerrois (journal paru à Auxerre en juillet 1940 avant la réparation du Bourguignon), n° 2, 4, 5, 6, 7, 11 et 12.

1^{er} décembre 1941, L'ENTREVUE DE SAINT-FLORENTIN



Photo de une du Bourguignon. L'entrevue de Saint-Florentin. Le Maréchal Pétain est à l'arrière plan, Goering à droite.

Le lundi 1^{er} décembre 1941, le maréchal Pétain rencontre le maréchal Goering, représentant du Reich en gare de Saint-Florentin-Vergigny. Cette entrevue est le fruit d'inlassables efforts effectués par le vice-président du conseil, l'amiral Darlan. Vichy cherche à relancer une politique de collaboration inaugurée à Montoire le 24 octobre 1940 et intensifiée par la signature des Protocoles de Paris le 28 mai 1941.

En signant ces accords Darlan est allé très loin dans la voie de la collaboration, presque jusqu'à la co-belligérance. Cette politique de collaboration militaire a été remise en cause par les opérations militaires britanniques et gaullistes en Syrie d'une part, par l'invasion de l'URSS qui détourne Hitler définitivement de ses projets méditerranéens d'autre part. Darlan cherche néanmoins à renouer les discussions avec le Reich pour relancer la collaboration. Pétain demande le 3 novembre à s'entretenir avec une haute personnalité allemande. L'Allemagne finit par accepter le 18 novembre. Le maréchal fait savoir le 21 novembre qu'il se rendra à « l'invitation ». Pour Vichy, c'est, enfin, l'ouverture tant attendue.

Pétain arrive par le train directement de Vichy jusqu'à Coulanges-sur-Yonne vers onze heures. Il rejoint Auxerre en voiture, accompagné de Fernand de Brinon, délégué du gouvernement en zone occupée, du préfet de l'Yonne, Bourgeois, et du commissaire spécial, Grégoire. L'entrevue est fixée vers midi, en gare de Saint-Florentin-Vergigny, dans le wagon restaurant du train blindé du Maréchal Goering. De Tonnerre à Migennes, la voie avait été bloquée et toute la ligne était gardée par un cordon ininterrompu de soldats mitraillette en bandoulière. Sur le château d'eau qui domine

la voie ferrée près de Vergigny une défense anti-aérienne avait été dressée.

C'est dans une atmosphère lourde que la discussion s'engage. Elle dure trois heures. Pétain essaye de remettre à Goering un long mémorandum préparé par le chef du gouvernement Darlan et ses ministres dont les principaux points portent sur l'augmentation des retours de prisonniers, la diminution des prélèvements alimentaires et l'assouplissement pour le franchissement de la ligne de démarcation. Mais le représentant du Reich veut uniquement discuter de

**L'ENTRETIEN
PÉTAÏN, GOERING
DURE PRÈS DE
TROIS HEURES
DANS UNE ATMO-
SPHÈRE LOURDE
POUR DÉBOU-
CHER SUR UN
ÉCHEC.**

l'aide militaire que la France peut apporter à l'Afrika Korps encerclé, si Rommel doit battre en retraite jusqu'à la Tunisie. Chacun restant sur ses positions, « l'entrevue est un fiasco total » écrit l'historien américain Robert O. Paxton, un des spécialistes du régime de Vichy. Pétain regagne

Vichy par la voie ferrée en passant par

Laroche-Migennes, Auxerre, Clamecy.

Cette rencontre dont le secret avait été bien gardé n'a pas provoqué de manifestation notable de la part de la population. Le préfet Daupeyroux qui vient de prendre ses fonctions en décembre 1941, note dans un rapport évoquant le bref séjour dans l'Yonne du maréchal Pétain : « qu'il est passé totalement inaperçu, la population n'ayant pas été avisée, et n'ayant eu connaissance de cette entrevue que le lendemain, par la presse. » Le 3 décembre, le journal le Bourguignon célèbre « l'événement » en consacrant sa une à l'entrevue. « Je garderai toujours le souvenir de cette rencontre qui m'a fait infiniment plaisir » déclare le maréchal Pétain. (cette dernière citation pourrait être la légende de la photo où l'on voit Pétain et Goering sortant du wagon) Le numéro 2 du journal du Front national, L'Yonne, organe du Rassemblement national, diffusé clandestinement en décembre 1941 a évidemment un autre point de vue sur l'entrevue. Il dénonce la collaboration menée par Vichy. Les deux maréchaux s'étant déjà rencontrés lors de deux obsèques, ceux du roi de Yougoslavie et ceux du maréchal polonais Pilsudski, la manchette du journal indique ironiquement que : « Pétain et Goering ne se voient qu'aux enterrements, à Saint-Florentin, c'était pour l'enterrement de la France ! » Le 4 décembre, le gouvernement de Vichy retire son mémorandum.

Le texte continue à circuler à Berlin jusqu'à ce que Ribbentrop donne l'ordre de le classer et de l'oublier.

Thierry Roblin

Sources : PAXTON Robert, *La France de Vichy*, Ed du Seuil. BAILLY Robert, *Si la Résistance m'était contée*, A.N.A.C.R.1990. RIGOULOT Pierre, *L'Yonne dans la guerre 1939-1945*, Ed Hortvath, 1987. DELASSELE Claude, Archives départementales de l'Yonne, Dossier n° 11, *De l'invasion à la libération de l'Yonne de 1940 à 1945*, 1983. Archives Départementales, ADY 1 W 18, rapport du préfet Daupeyroux. Illustrations : Photos, une du Bourguignon (3-12-1941).

> Rencontres de l'Arory

La journée d'étude du 7 octobre 2000

Le 7 octobre 2000 s'est tenue à Auxerre, salle Soufflot, une journée d'étude. Les chercheurs de l'A.R.O.R.Y. avaient décidé d'organiser cette réunion pour avoir un contact direct avec tous ceux qui sont intéressés par leurs travaux. Une centaine de personnes environ a assisté aux différents exposés, répartis sur deux séances.

Le choix avait été fait d'un thème, celui de la diversité de la Résistance, à travers le grand nombre et la variété de ses organisations. Après l'introduction de Claude Delasselle, qui a rappelé le travail de recherche déjà réalisé, et le travail en cours, Joël Drogland a fait une présentation générale des organisations présentes à un moment ou un autre dans le département ; Jean Rolley a évoqué l'implantation du mouvement Libération-Nord dans l'Yonne, et son évolution ; Thierry Roblin a traité du réseau Jean-Marie Buckmaster ; Jean-Claude Pers et Michel Baudot ont présenté deux maquis de l'Avallonnais, les maquis Garnier et Vauban ; enfin, Frédéric Gand a évoqué les maquis et les sédentaires du Tonnerrois. Ces exposés n'avaient, bien entendu, aucune prétention à l'exhaustivité, mais ils permettaient à travers ces exemples de mesurer le progrès réalisé dans la connaissance de la Résistance dans le département, en premier lieu sa diversité.

Chacun des exposés, d'une durée de trente minutes en moyenne, a été suivi d'un échange avec la salle. Sont intervenus, en particulier, un certain nombre d'anciens résistants venus de plusieurs secteurs du département, le Sénonais, l'Avallonnais, le Tonnerrois. Plusieurs problèmes ont été soulevés ; entre autres, le problème de la diffusion des journaux clandestins, celui des raisons du rattachement à tel ou tel mouvement ou réseau, celui de l'infiltration, et de ses conséquences, d'agents travaillant pour les Allemands, celui de la composition des unités allemandes, et de la place qu'y prenaient les soldats d'origine russe, ukrainienne ou balte, enfin celui de la fragilité de la frontière entre les organisations, et des appartenances multiples.



Villeneuve-sur-Yonne, arrivée des maquisards, août 1944. Fonds Henri-Bernard, Les amis du vieux Villeneuve, D.R.

Cette confrontation a semblé nécessaire aux chercheurs pour plusieurs raisons ; d'abord, cela permet de rencontrer ceux qui lisent nos publications, et dont nous ne connaissons pas toujours bien le point de vue ; ensuite, ils peuvent nous aider par les informations qu'ils nous apportent, et leur façon de voir. Cette réunion s'est déroulée dans la sérénité. Il nous a semblé que le travail des historiens est apparu comme sérieux aux auditeurs présents ; ceux-ci ont bien réalisé que le travail d'histoire ne peut être identifié au travail de préservation de la mémoire. Les acteurs-témoins qui sont venus le 7 octobre dernier, par leur attention, leur volonté d'aider les chercheurs dans leur travail, nous ont donné un véritable encouragement. Tous ceux qui veulent trouver, ou

retrouver, les travaux de cette journée peuvent se procurer la publication qui a été réalisée conjointement par la Société des Sciences de l'Yonne et l'A.R.O.R.Y.

Jean Rolley

Rectificatif :

Dans le n° 4 de notre bulletin, d'avril 2000, s'est glissée une erreur à la fin de l'article de Frédéric Gand, consacré à la biographie d' Abel Minard. Les quelques lignes attribuées à A.Minard sont en réalité de Marcel Ferry. Ces mots ont été écrits par ce dernier à sa femme et à sa fille Paulette, la veille de son exécution. Merci à Robert Bailly de nous avoir signalé cette confusion, et toutes nos excuses à nos lecteurs.

Le rédacteur en chef